



La sous-scolarisation des hommes et le choix de profession des femmes

ROBERT LACROIX

et CATHERINE HAECK, CLAUDE MONTMARQUETTE,
RICHARD E. TREMBLAY

Table des matières

Note	9
Introduction	11
CHAPITRE 1	
La diplomation universitaire des femmes : du retard au dépassement	21
CHAPITRE 2	
Pourquoi la diplomation universitaire des femmes surpasse-t-elle celle des hommes ?	45
CHAPITRE 3	
Les conséquences de la sous-scolarisation relative des hommes	77
CHAPITRE 4	
Les différences de choix disciplinaires des femmes	93
CHAPITRE 5	
Pourquoi les femmes font-elles des choix éducatifs différents de ceux des hommes ?	109
CHAPITRE 6	
Un potentiel de choix disciplinaires plus considérable et réussite supérieure : le cas des femmes	131
CHAPITRE 7	
Les choix disciplinaires des femmes posent-ils un problème ?	165
CHAPITRE 8	
Les écarts de diplomation universitaire : une synthèse des facteurs explicatifs	173
CHAPITRE 9	
Que faire pour améliorer la diplomation des hommes au postsecondaire ?	179
Conclusion	215
Bibliographie	219

Note

Nous reconnaissons que les individus ont des identités de genre diverses et nous nous sommes efforcés de ne pas utiliser de langage pouvant offenser certaines personnes. Étant donné la nature même de la question sur laquelle nous nous penchons, il devient par contre inévitable d'utiliser certains mots. Plus précisément, nous utilisons les mots « femmes » ou « filles » pour décrire les personnes dont le sexe observé à la naissance était féminin, indépendamment de l'identification de genre de la personne. De la même manière, nous utilisons les mots « hommes » ou « garçons » pour décrire les personnes dont le sexe observé à la naissance était masculin. Le langage relatif au genre évolue et nous sommes conscients de l'importance de respecter les choix identitaires de genre des individus.

Remerciements

Les recherches sur le sujet de ce livre et sa rédaction ont duré plus de trois ans et ont grandement profité des discussions avec de nombreux collègues de nos milieux de recherche respectifs.

Les recherches ont été financées par le CIRANO dans le cadre d'une entente entre le CIRANO et le ministère des Finances du Québec. Geneviève Dufour, directrice des grands projets de collaboration, nous a fourni un personnel clérical et de recherche compétent et efficace, dont Marius Vigne, Isabelle Winter et Xavier Boyer.

Au-delà des discussions avec nos collègues, trois d'entre eux, Marcel Boyer, Michel Truchon et Carole Vincent, ont fait, à notre demande, une lecture critique de la première version de notre manuscrit et leurs nombreux commentaires nous ont permis d'en améliorer grandement le contenu. Il en fut de même des nombreux commentaires et suggestions du comité scientifique du CIRANO et des évaluateurs externes des Presses de l'Université de Montréal (PUM).

Nos sincères remerciements vont à toutes ces personnes, et elles sont nombreuses, qui nous ont aidés lors des diverses étapes de la rédaction de ce livre, dont nous demeurons, bien sûr, seuls responsables du contenu.

Trois institutions, l'Université de Montréal, HEC Montréal et Polytechnique Montréal nous ont fourni les données anonymisées d'une cohorte d'étudiants qui nous ont permis d'analyser les différences dans le potentiel de choix disciplinaires des hommes et des femmes. Le personnel compétent de leur service de recherche institutionnelle respectif nous a grandement facilité la tâche et nous leur en sommes très reconnaissants.

Introduction

Pendant des siècles, la société occidentale a été défendue, dirigée et économiquement organisée essentiellement par des hommes. Les femmes engendraient les enfants, les élevaient et avaient un rôle de soutien domestique important, mais méconnu ou, à tout le moins, peu valorisé. Sans statut juridique et sans accès à un travail rémunéré et à la richesse, elles étaient en fait des citoyennes de second ordre. La noblesse, surtout masculine, assurait l'ordre, rendait la justice et défendait le territoire dont elle était en grande partie propriétaire. Le clergé, masculin, donnait, par ses enseignements, un sens à cette structuration de la société. Et le peuple, qui constituait plus de 90 % de la population, cultivait la terre, bâtissait les chaumières, les châteaux, les cathédrales et les infrastructures de tous genres. Le peuple vivait pauvrement, mais enrichissait la noblesse et le clergé avec la bénédiction de l'Église.

Cette structure sociale a considérablement évolué à la fin du 18^e siècle et tout au long du 19^e, la révolution industrielle aidant. Mais le rôle et le statut des femmes sont demeurés pratiquement figés jusqu'au 20^e siècle, et cette évolution ne s'est faite que très lentement par la suite, malgré les pressions de plus en plus fortes de femmes exceptionnelles et des groupes féministes. C'est ainsi qu'au Canada les femmes n'ont obtenu le droit de vote au palier fédéral qu'en 1918, et que les femmes du Québec n'ont pu voter aux élections provinciales qu'à compter du 1^{er} janvier 1941. Droit de vote qu'elles n'ont exercé, pour une première fois à une élection générale, qu'en 1944. Et ce n'est qu'en 1962 qu'une

femme (Claire Kirkland-Casgrain) a été élue à l'Assemblée nationale du Québec¹.

L'accès des femmes à l'éducation supérieure et au marché du travail est tout aussi récent et fortement interrelié. Quel intérêt auraient eu les femmes et leurs familles à investir temps et argent dans l'éducation supérieure si ces formations ne pouvaient être valorisées sur le marché du travail? Le travail domestique, auquel elles ont longtemps été confinées, n'exigeait pas de telles formations.

Quelques voix s'élèvent dès 1891. Honoré Beaugrand, un homme visionnaire, engage la première femme journaliste du Québec, Robertine Barry, qui utilise sa tribune pour faire avancer les droits des femmes². Son tout premier article, en première page du journal *La Patrie*, porte justement sur le droit des femmes à l'éducation supérieure. Mais le chemin vers l'émancipation des femmes demeurera modeste durant encore quelques décennies au Québec. Les femmes peuvent difficilement défendre leurs droits, n'ayant pas elles-mêmes accès à la pratique juridique, laquelle ne leur sera accordée que bien plus tard. En effet, ce n'est que dans la décennie suivant la Première Guerre mondiale que la majorité des pays européens ont permis aux femmes d'accéder à la pratique juridique, plusieurs décennies après les États-Unis et le Canada. La bataille a par contre traîné en longueur au Québec, puisque le Barreau du Québec et le gouvernement n'ont autorisé les femmes à pratiquer le droit qu'en 1941³. Il en est allé de même pour l'accès aux autres professions libérales.

On ne doit donc pas s'étonner du fait que les femmes, au début des années 1950 au Canada, ne représentaient que 22,5 % du total des étudiants universitaires et que leur taux de fréquentation universitaire n'était que de 1,7 %, alors que celui des hommes s'élevait à 6,7 %.

La situation présente

Qu'en est-il de nos jours du statut et du rôle des femmes et des hommes dans nos sociétés? Les femmes ont-elles le même statut légal que les

1. Lamoureux, D. (1989). *Citoyennes: femmes, droit de vote et démocratie*. Éditions du Remue-ménage.

2. Bouchard, S. et Lévesque, M.-C. (2014). *De remarquables oubliés, t. 1. Elles ont fait l'Amérique*. Lux Éditeur.

3. Barreau de Québec. (2022). *Les femmes et le Barreau*. <https://barreaudequebec.ca/barreau-de-quebec/historique/>.

hommes? Jouissent-elles d'un même accès à l'éducation, à la santé et au marché du travail que les hommes? Lorsqu'elles se trouvent sur le marché du travail, sont-elles aussi bien rémunérées que les hommes et ont-elles autant accès aux postes de direction et au conseil d'administration des entreprises? En plus de voter, quel rôle jouent-elles dans les gouvernements de leur pays? L'égalité hommes-femmes est multidimensionnelle et difficile à appréhender dans toute sa complexité.

Une vaste littérature existe sur les différents aspects de l'écart hommes-femmes. Mais depuis 2006, le World Economic Forum tente par différents indicateurs de mesurer annuellement les différentes composantes de cet écart dans plus de 100 pays. Sans être parfait, l'effort est tout à fait louable et unique dans sa volonté de chiffrer par 14 indicateurs les principales composantes de ce dernier. On ne cherche pas à expliquer, mais uniquement à mesurer le plus adéquatement possible.

Quatorze indicateurs sont regroupés en quatre grands indices :

- *La participation à la vie économique*, qui regroupe les indicateurs suivants : taux de participation à la main-d'œuvre ; équité salariale ; accès à des fonctions supérieures et de direction ; emplois de professionnels ou de techniciens.
- *L'accès à l'éducation*, qui regroupe les indicateurs suivants : taux de littéracie ; participation à l'enseignement primaire ; participation à l'enseignement secondaire ; participation à l'enseignement supérieur.
- *L'espérance de vie et la santé*, qui regroupe les indicateurs suivants : ratio de sexe à la naissance ; espérance de vie en santé.
- *L'accès au pouvoir politique*, qui regroupe les indicateurs suivants : les femmes au Parlement ; les femmes dans des postes ministériels ; le nombre d'années avec une femme à la tête de l'État au cours des cinquante dernières années.

Que trouve-t-on dans le rapport 2020 *Global Gender Gap* du World Economic Forum⁴ ?

Parmi les 149 pays pour lesquels des données étaient disponibles en 2019, l'indicateur agrégé de la parité hommes-femmes s'établissait à

4. World Economic Forum. (2020). *Global Gender Gap Report 2020*. https://www3.weforum.org/docs/WEF_GGGR_2020.pdf.

68,6 %. En d'autres mots, l'écart restant à combler était de 31,4 %. Et au rythme où l'écart global s'est comblé au cours des quinze dernières années, il faudrait quelque quatre-vingt-dix-neuf ans pour combler l'écart restant. Une lueur d'espoir se dégage toutefois des résultats par grand indice. Deux d'entre eux ont pratiquement atteint la parité dans l'ensemble des pays (l'accès à l'éducation [96,1 %], ainsi que l'espérance de vie et la santé [95,7 %]). On est cependant loin de ce constat pour la participation à la vie économique (57,8 %) et l'accès au pouvoir politique (24,7 %). L'accès des femmes en sciences à la fonction de chercheuses reste aussi à améliorer, comme le suggèrent les données de l'UNESCO⁵.

Où se situe le Canada dans cette évaluation du « *global gender gap* » ? Au 19^e rang, assez loin derrière les pays scandinaves et avec encore 23 % de l'écart total à combler. Le Canada ayant atteint et même dépassé la parité dans deux des quatre grands indices, c'est dans la participation à la vie économique (25 % de l'écart à combler) et l'accès au pouvoir politique (63 % de l'écart à combler) que le travail reste à faire.

En somme, au Canada, comme dans tous les autres pays du monde, il y a encore plusieurs plafonds de verre à briser. Sur le marché du travail, l'équité salariale n'est pas toujours effective et la parité dans l'accès à des postes de direction est loin d'être atteinte. Dans les conseils d'administration des entreprises, on trouve encore une forte majorité d'hommes et, pour diverses raisons, l'entrepreneuriat demeure très masculin.

Quant à l'accès au pouvoir politique, le Canada et plusieurs de ses provinces favorisent l'accès des femmes au pouvoir politique par le recrutement accru de candidates et par la formation de conseils de ministres paritaires. Il n'en demeure pas moins qu'à l'élection fédérale de septembre 2021, les femmes ne constituaient que le tiers des députés élus.

Réduire les inégalités sur le marché du travail et dans la sphère politique doit demeurer une priorité. Dans ce livre, nous nous concentrons sur le point 2, soit celui de l'accès à l'éducation. Comprendre les changements majeurs ayant eu lieu dans le monde de l'éducation devrait nous permettre de mieux envisager la marche à suivre pour favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes.

5. UNESCO. (2019). *Les femmes en sciences*. Institut de statistique de l'UNESCO. <http://uis.unesco.org/sites/default/files/documents/fs55-women-in-science-2019-fr.pdf>.

Un phénomène remarquable

Dans cette évolution toujours trop lente, il y a un phénomène remarquable qui demande une meilleure compréhension. Il s'agit de la participation et de la diplomation des femmes aux études universitaires. Comme nous l'avons souligné précédemment, les femmes canadiennes avaient, au début des années 1950, un taux de fréquentation universitaire quatre fois inférieur à celui des hommes. En un demi-siècle, tout a changé.

Non seulement la fréquentation et la diplomation universitaires des femmes ont rejoint celles des hommes, mais elles les ont largement dépassées. Au Canada, la clientèle étudiante des universités est composée à 58 % de femmes et 60 % des grades universitaires leur sont octroyés. Non seulement la parité a été atteinte, mais il s'est produit un renversement de tendance important, qui se stabilise dans certains pays, se poursuit dans d'autres et qui n'a rien de ponctuel. Ce phénomène est apparu, à des degrés divers, dans un grand nombre de pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

Les causes de ce renversement, imprévisible dans les années 1950, sont nombreuses et méritent d'être approfondies, car elles pourront apporter un début de réponse aux questions suivantes : le renversement de tendance dans les écarts hommes-femmes en éducation supérieure est-il un signe précurseur d'évolutions futures des divers écarts hommes-femmes qui persistent encore ? Assiste-t-on à une sous-scolarisation croissante des hommes ? Si oui, comment l'expliquer et éventuellement y remédier ?

C'est dans cette perspective que nous situons la présente étude sur les causes et les conséquences d'un renversement aussi important qu'imprévu dans la fréquentation et la diplomation universitaires des femmes aux études universitaires. Il s'agit là d'une très belle histoire qui mérite d'être racontée et comprise, parce qu'elle est souvent méconnue et, surtout, parce qu'elle changera en profondeur notre société et la place qu'y joueront les femmes dans l'avenir. Il faut toutefois demeurer vigilant. Ce qui s'est passé en quelque soixante-dix ans faisait suite à une très longue période de sous-valorisation des femmes qui a laissé des traces. On constate aussi que dans certains pays, des mouvements politiques et religieux préconisent un retour en arrière quant aux droits des femmes. Tant et aussi longtemps que le pouvoir politique des femmes ne sera pas équivalent à leur nombre et à leurs talents, la menace d'une régression sera toujours possible.

Cela dit, la sous-scolarisation croissante des hommes constitue une histoire un peu moins belle qu'il nous faut mieux comprendre pour pouvoir en évaluer les conséquences et proposer d'éventuelles pistes de solution.

Le plan du livre

C'est donc l'évolution des écarts garçons-filles et hommes-femmes, dans la participation et la diplomation universitaires, que nous exposons et tentons d'expliquer dans ce livre. Et cette enquête nous a fait remonter le fil de l'histoire individuelle. Notre étude documente ainsi plusieurs écarts éducatifs tout au long de la vie des enfants et des jeunes. Dans chacun des chapitres, nous situons toujours le cas du Québec dans l'ensemble canadien et au sein d'un certain nombre de pays de l'OCDE.

Le chapitre 1 décrit d'abord la longue période de rattrapage qu'ont vécue les femmes en matière de participation et de diplomation universitaires. Puis, nous présentons le renversement de tendance qui s'est produit au milieu des années 1990 et qui a conduit le Canada et le Québec, comme plusieurs autres pays de l'OCDE, à une composition de la fréquentation et de la diplomation universitaires à près de 60 % féminine et 40 % masculine. Ce renversement de tendance, qui semble s'inscrire dans le temps, n'était pas prévu. On souhaitait la parité, mais lorsque les barrières à l'accès des femmes à l'université se sont graduellement levées, le grand écart en faveur des hommes est devenu grand écart en faveur des femmes, sans que les hommes aient subi à leur tour les contraintes auxquelles ces dernières ont été exposées. Bien au contraire, selon certains. Comment alors expliquer un renversement historique aussi rapide que considérable ?

Le chapitre 2 tente précisément de répondre à cette question. Il le fait en deux étapes. Dans un premier temps, nous cherchons l'origine de l'écart. La diplomation moindre des hommes à l'université peut provenir de leur moindre succès une fois admis à l'université, ou du plus faible nombre d'inscrits masculins à ce niveau d'études. Si ces deux facteurs ont un impact, le facteur dominant demeure la faiblesse relative de la participation masculine aux études universitaires. Et cette faiblesse relative résulte en grande partie de la diplomation moindre des hommes au postsecondaire préuniversitaire et, plus accessoirement, de leur plus faible réussite à ce niveau d'études. Mais l'histoire ne s'arrête pas là. À partir de

vastes ensembles de données sur les jeunes du secondaire et les enfants de la maternelle au Québec, nous mettons en lumière un constat important : les écarts sont présents tout au long du parcours scolaire et sont déjà visibles au moment de l'entrée à l'école en maternelle. Ainsi, les filles sortent plus diplômées du secondaire et réussissent mieux au primaire. Dès la maternelle, elles montrent davantage d'aptitudes les prédisposant à la réussite scolaire.

Ce constat étant fait, la deuxième partie du chapitre 2 explore la possibilité que les aptitudes innées et acquises des filles leur aient permis non seulement d'effectuer un rattrapage historique lorsque les entraves à leur participation aux études ont été graduellement levées, mais également de creuser rapidement un écart important et persistant de participation et de diplomation en leur faveur.

Le chapitre 3 est entièrement consacré aux conséquences pour les individus, pour l'économie et pour la collectivité, de la sous-scolarisation croissante des hommes dans une société reposant de plus en plus sur le savoir. Nous présentons d'abord l'incidence positive de l'éducation sur la croissance économique et l'influence potentielle de la diminution de la sous-scolarisation des hommes sur cette dernière. Le niveau d'éducation d'une société a aussi de nombreuses externalités positives, comme le terreau fertile qu'il engendre pour les innovations de tous genres, lesquelles, par ricochet, augmentent la productivité et la croissance économique. L'éducation a de surcroît une valeur intrinsèque qui transforme l'individu et les rapports qu'il a avec la société. Ce chapitre vise donc à convaincre les lecteurs de la nécessité de réduire, dans les années à venir, la sous-scolarisation des hommes, sans nuire au succès des femmes.

Les femmes concentrent leurs choix dans des secteurs disciplinaires différents que ceux que préconisent les hommes. C'est ce phénomène que nous présentons au chapitre 4. Tant et aussi longtemps que la fréquentation et la diplomation universitaires des femmes étaient en mode rattrapage, les différences hommes-femmes dans les distributions disciplinaires étaient compréhensibles, puisque de nombreux secteurs disciplinaires n'étaient pas ouverts aux femmes. Mais quelque trente ans après le renversement de tendance, ces différences semblent s'être cristallisées. Nous situons le cas du Québec dans le contexte canadien et nous constatons que ce phénomène n'est pas local, mais bien international. Même si la diplomation universitaire des femmes est plus importante que celle des

hommes dans la grande majorité des secteurs universitaires, compte tenu de leur participation plus élevée aux études universitaires, la distribution des choix disciplinaires des femmes est significativement différente de celle des hommes, autant au Québec qu'au Canada et dans la majorité des pays de l'OCDE.

En nous servant du cas du Québec, nous nous demandons si les mêmes différences hommes-femmes dans les distributions disciplinaires se retrouvent aussi au cégep professionnel et au secondaire professionnel. Il s'avère que les métiers et les techniques choisis par les femmes et les hommes à ces niveaux d'études appartiennent aux mêmes secteurs disciplinaires que ceux choisis par les hommes et les femmes au niveau universitaire. Les différences de choix disciplinaires entre les hommes/garçons et les femmes/filles ne se limitent donc pas au niveau universitaire, mais existent tout autant aux autres niveaux d'études.

Pourquoi en est-il ainsi? Le chapitre 5 ajoute des composantes aux réponses données par l'abondante littérature sur le sujet. Nous nous demandons d'abord quelles réponses l'approche économique peut apporter à cette question. Que peut nous dire l'approche psychologique du développement de la personne sur les choix disciplinaires différenciés des hommes et des femmes? Nous répondons à cette question dans une deuxième section du chapitre 5 et voyons comment cette approche vient compléter les réponses que l'approche économique avait formulées. Nous concluons qu'à la lumière des nombreuses différences biologiques, psychologiques et culturelles entre les femmes et les hommes, il n'est pas surprenant d'observer des différences de choix de formation et de carrière.

Indépendamment des choix observés, les hommes et les femmes ont-ils également accès à toutes les disciplines universitaires? En théorie, dans un monde universitaire où tout étudiant ayant terminé un programme préuniversitaire prérequis à son entrée à l'université serait accepté à ce dernier niveau d'études, hommes et femmes disposeraient des mêmes choix disciplinaires. Comme nous le montrons dans le chapitre 6, la réalité est tout autre. De très nombreux programmes universitaires sont contingentés et n'acceptent qu'un pourcentage plus ou moins élevé des étudiants souhaitant s'y inscrire. Le principal critère d'admission dans ces programmes étant la performance scolaire antérieure à l'université, les possibilités de choix disciplinaires des femmes pourraient être plus élevées que celles des hommes. À l'aide de données inédites, nous confirmons

cette hypothèse : les femmes ont accès à plus de programmes que les hommes au moment de s'inscrire à l'université, car leurs notes leur ouvrent plus de portes et une fois admises, elles réussissent mieux que les hommes.

Au chapitre 7, nous nous posons la question suivante : est-ce que les différences dans les distributions disciplinaires des hommes et des femmes posent problème ? Cette question est fortement discutée et de nombreuses politiques publiques y ont déjà répondu par l'affirmative. Est-ce que notre cheminement de recherche nous conduit à la même réponse ? Nous concluons que le problème ne se limite pas, comme on l'avance toujours, au moindre choix des femmes pour le secteur des sciences, technologie, ingénierie et mathématiques (STIM), mais qu'il porte aussi sur la mixité des fonctions clés de l'économie, sur la faible participation des hommes aux études universitaires et sur la concentration particulière des choix disciplinaires et professionnels des hommes.

Le chapitre 8 présente une synthèse des principaux facteurs expliquant les écarts hommes-femmes et clôt de ce fait notre cheminement. Il prépare en quelque sorte le chapitre 9, qui se consacre aux types de mesures à mettre en place, de la grossesse à la diplomation universitaire, pour atténuer l'impact négatif des principaux facteurs retenus sur la performance scolaire des garçons/hommes de manière à réduire leur sous-scolarisation relative. L'essentiel de ces interventions porte sans surprise sur la période périnatale, la petite enfance et les niveaux élémentaire et secondaire. Les chapitres précédents ont en effet clairement démontré que la partie se joue principalement en bas âge. Nous ne négligeons pas pour autant la plus faible réussite scolaire des hommes au postsecondaire pré-universitaire et à l'université.

Le livre se termine par une brève conclusion générale.



Au cours des soixante-quinze dernières années, dans un grand nombre de pays industrialisés, trois phénomènes remarquables se sont produits dans le monde de l'éducation. D'abord, la diplomation universitaire des femmes a rattrapé celle des hommes pour ensuite, contre toute attente, la dépasser. Enfin, malgré ce rattrapage et ce renversement de tendance, les différences dans les choix disciplinaires et de profession des femmes et des hommes se sont cristallisées.

À l'aide de diverses données statistiques nationales et internationales, les auteurs de cet ouvrage analysent non seulement l'évolution de ces phénomènes, mais ils tentent d'en expliquer les causes profondes ainsi que leurs nombreuses conséquences économiques et sociales. Ils proposent aussi de mettre en place, de la périnatalité à l'université, des mesures éprouvées pour réduire la sous-scolarisation croissante des hommes – de plus en plus néfaste dans une société de la connaissance et une économie du savoir –, tout en continuant d'encourager la performance scolaire des femmes. Enfin, toujours de façon mesurée et réfléchie, ils remettent en cause les nombreuses politiques publiques qui veulent modifier les choix disciplinaires et professionnels des femmes sans tenir compte de leurs habiletés, de leurs préférences et des contraintes diverses imposées par le marché du travail et les exigences d'une carrière réussie selon les règles du jeu actuelles. Ces politiques passent aussi sous silence les choix disciplinaires des hommes et leur faible participation aux études universitaires qu'il serait urgent de prendre en compte.

Robert Lacroix est professeur émérite de science économique et recteur émérite de l'Université de Montréal, ainsi que cofondateur et *Fellow* CIRANO (Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations).

Catherine Haeck est professeur titulaire de science économique à l'École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal, chercheure principale et *Fellow* CIRANO ainsi que codirectrice de l'Observatoire pour l'éducation et la santé des enfants.

Claude Montmarquette a été professeur émérite de science économique de l'Université de Montréal ainsi que P.-D. G. et *Fellow* CIRANO.

Richard E. Tremblay est professeur émérite de psychologie de l'Université de Montréal et de santé publique du University College de Dublin (Irlande) et directeur fondateur du GRIP (Groupe de recherche sur l'inadaptation psychosociale chez l'enfant).

29,95 \$ • 27 €

Couverture : Ground Picture/© Shutterstock.com

Disponible en version numérique
www.pum.umontreal.ca

ISBN 978-2-7606-4796-1

